

## Emmanuel Macron impose son leadership en matière de politique africaine avant 2022

Par Patricia AHANDA\*

### Résumé

Le 28ème Sommet Afrique-France, tenu à Montpellier le 8 octobre 2021, s'inscrit dans une lignée d'actions promues par le président français Emmanuel Macron pour renforcer la coopération entre la France et l'Afrique. Ces initiatives interviennent dans un contexte national (France) marqué par la recrudescence du thème de l'immigration africaine et international où l'Afrique est le terrain d'une nouvelle compétition géopolitique, avec la présence de puissances telles que la Russie et la Chine. Ces différentes actions font partie d'une stratégie globale de reconquête géopolitique pour Emmanuel Macron. Ainsi, lorsque le président français parle d'Afrique, c'est bien son leadership politique qu'il met en scène et en jeu à la veille des élections présidentielles françaises de 2022.

Le président français Emmanuel Macron a ouvert, le 8 octobre 2021, à Montpellier, le 28ème Sommet Afrique-France. Nouveau format, nouvelles générations de diasporas africaines, lors de ce Sommet, le président français a plaidé pour un nouveau cadre pour le partenariat entre l'Afrique et la France. Une nouvelle coopération autour d'enjeux tels que l'innovation, l'économie, la culture, le sport ou, encore, la démocratie. Le Sommet Afrique-France c'est avant tout l'image du plus jeune chef d'Etat de la Vème République française s'adressant « sans filtre » aux nouvelles générations de diasporas africaines. En plaçant ce Sommet sous l'angle du renouvellement générationnel, le président Macron semble rompre avec la vieille et peu reluisante photographie post-coloniale des rapports entre la France et l'Afrique, nommée Françafrique.

Depuis son arrivée au Palais de l'Élysée, le Président français n'a cessé d'affirmer sa volonté de renouveler sa stratégie en matière de politique africaine et marquer une rupture avec l'Ancien monde.

Les différentes initiatives poussées lors de son quinquennat, fin de l'opération Barkhane ; Sommet Afrique-France ; restitution des œuvres d'art du royaume d'Abomey au Bénin ; forum économique Ambition Africa ; conférence internationale pour la Libye, entrée au Panthéon de Joséphine Baker, première femme afro-descendante, etc. démontrent qu'Emmanuel Macron cherche à créer une nouvelle dynamique.

Le président français souhaite insuffler un nouvel élan économique, culturel, diplomatique avec l'Afrique et les

\*Patricia Ahanda est lauréate du programme Atlantic Dialogues Emerging Leader (ADEL) 2018

diasporas africaines. Une nouvelle relation qui serait selon la vision du chef de l'Etat français basée sur la promotion d'un universalisme où les sociétés civiles sont motrices et actrices de leur avenir.

Les multiples initiatives d'Emmanuel Macron en matière de politique africaine ne sont pas dénuées de sens. Elles interviennent dans un contexte de politique nationale marqué par la recrudescence du thème de l'immigration africaine et un contexte international où l'Afrique est le terrain d'une nouvelle compétition géopolitique avec la présence de puissances telles que la Russie et la Chine. Ces différentes initiatives font partie d'une stratégie globale de reconquête géopolitique pour Emmanuel Macron. Ainsi, lorsque le Président français parle d'Afrique, c'est bien son leadership politique qu'il met en scène et en jeu à la veille des élections présidentielles françaises de 2022.

## Au commencement était la méthode Macron

Dès son arrivée à l'Élysée, Emmanuel Macron décline sa vision pour la politique africaine de la France. Lors de son discours à Ouagadougou, au Burkina Faso, en novembre 2017, il exprime son désir de rupture avec un rapport traditionnellement restreint avec l'Afrique en créant de nouveaux partenariats avec des pays d'Afrique anglophone. « L'Afrique, c'est 54 pays », affirme le président de la République française devant un public de jeunes étudiants burkinabés.

Pour créer ce big-bang diplomatique et mettre fin à la Françafrique, Emmanuel Macron mise sur la jeunesse du continent africain et le renforcement de la coopération sur la question de l'éducation. Il souhaite aussi solder les tensions liées aux traumatismes des conflits passés : colonial, avec la guerre d'Algérie, et post-colonial, avec le génocide au Rwanda.

L'objectif d'Emmanuel Macron est d'orienter la France et, par prolongement, l'Europe, vers un nouveau partenariat avec l'Afrique, continent jeune qui représente un potentiel positif en termes de croissance économique.

Le président français choisit de voir l'Afrique à travers le prisme global des enjeux multilatéraux, tels que le changement climatique, la lutte contre le terrorisme, l'éducation ou, encore, la santé. Dans sa stratégie pour l'Afrique, Emmanuel Macron se tourne vers les diasporas

africaines jugées utiles pour aider la France à redorer son image, parfois négative, sur le sol africain. Lors du Sommet Afrique-France, Emmanuel Macron explique que la diaspora est « une chance ». Une chance « pour ce qu'on a à faire en France et pour nous aider à réussir cette aventure avec l'Afrique », a-t-il déclaré.

Le président français considère la diaspora africaine comme un atout stratégique, un nouveau levier pour diffuser sa vision et communiquer sur son projet de politique africaine. Cette diaspora soft power et ambassadrice de la diplomatie française est l'un des axes novateurs de la politique africaine sous le quinquennat d'Emmanuel Macron.

Pour impliquer davantage les diasporas africaines et mettre en avant ce renouveau des relations avec l'Afrique, Emmanuel Macron déploie plusieurs initiatives qui contournent les canaux traditionnels pour communiquer avec l'Afrique. La mise en place du Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA), la mission d'écriture du rapport « Les nouvelles relations Afrique-France : relever ensemble les défis de demain », confiée à Achille Mbembe, intellectuel camerounais, sont deux nouvelles initiatives promues directement par l'Élysée pour dialoguer avec les diasporas africaines et renforcer la coopération avec les sociétés civiles africaines sans passer par les canaux habituels. Emmanuel Macron a conscience de la défiance des diasporas africaines vis-à-vis de la rigidité du cadre institutionnel, il crée donc son lien direct, son propre canal pour se rapprocher des diasporas africaines et rétablir la confiance perdue.

Lorsqu'Emmanuel Macron s'adresse aux diasporas africaines venues assister au Sommet Afrique-France, l'enjeu est identique : rétablir la confiance. Pour cela, le président français utilise la même méthode du lien direct, de la proximité, pour déminer les tensions testées lors du Grand Débat avec les Français ou lors du Forum Génération Égalité devant les nouvelles générations de féministes.

Pour reconquérir le cœur des diasporas africaines, souvent déboussolées face à la politique de la France en Afrique, Emmanuel Macron choisit l'angle du discours volontariste. Il reconnaît la nécessité de nommer plus de personnes issues des diasporas dans les administrations françaises ; il annonce aussi la création d'une maison des mondes africains et des diasporas au cœur de Paris. Cependant, ces annonces positives peinent à convaincre totalement son public cible.

## La réalpolitik africaine face aux attentes des nouvelles générations

Lors du Sommet-Afrique France, Emmanuel Macron échange avec des jeunes acteurs de la société civile, des jeunes africains ou binationaux. Il souhaite mettre le passé de côté et réinventer de nouveaux rapports avec l'Afrique, pour autant son discours est loin de faire l'unanimité.

Ce Sommet Afrique-France ouvre une nouvelle voie car il se déroule sans chefs d'Etat. Pour les participants, des jeunes d'Afrique et des diasporas africaines, c'est l'opportunité rêvée pour déployer leur soft power afin de dénoncer le hard power, ce qu'ils considèrent comme la part d'ombre de la réalpolitik menée par la France en Afrique.

Devant le Président de la République Française, les jeunes représentants des diasporas africaines abordent les questions des interventions armées de la France en Afrique, les bases militaires françaises, le soutien de la France à certains dirigeants africains, le Franc CFA, l'impact du néo-colonialisme.

« Si la relation entre les pays d'Afrique et la France était une marmite, sachez qu'elle est très sale cette marmite. Elle est sale de reconnaissances légères, des exactions commises, elle est sale de corruption, de non transparence, elle est sale de vocabulaire dévalorisant ». Cette métaphore lancée par la jeune Burkinabé Aldaa Koama témoigne du scepticisme qui règne encore chez les jeunes générations africaines face à tout l'historique de la coopération entre la France et l'Afrique. Les nouvelles générations africaines sont happées par le volontarisme du jeune président Emmanuel Macron mais elles savent qu'il faudra laver beaucoup de marmites comme pour enrayer beaucoup d'erreurs, de carences passées avant de mettre en place une relation équilibrée entre l'Afrique et la France.

Al'issue du Sommet Afrique-France, certains observateurs critiquent la mise en scène ou encore un Sommet sans chefs d'Etat africains aux relents de néo paternalisme. Ces observateurs dénoncent l'utopie d'une nouvelle coopération basée sur la société civile et remettent en cause le projet d'Emmanuel Macron de construction d'un rapport avec l'Afrique sans ses dirigeants.

A l'inverse, d'autres commentateurs saluent le volontarisme d'un président français qui écoute enfin la voix des acteurs issus de la société civile africaine et de la diaspora. Ils voient en Emmanuel Macron et sa méthode, l'écriture d'une nouvelle page et l'espoir d'ouvrir un nouveau monde pour les relations entre la France et l'Afrique.

Ces deux camps s'accordent tous pour dire qu'il faudra plus qu'un Sommet Afrique-France pour achever l'ambition d'un nouveau partenariat avec l'Afrique, notamment à l'heure où la France est concurrencée par des puissances telles que la Russie ou la Chine.

Emmanuel Macron semble également savoir que la France ne peut être le seul acteur pour rebâtir des relations positives avec le continent africain. Son plaidoyer pour un axe Afrique-Europe témoigne ainsi d'un changement de stratégie, de méthode pour consolider son projet de coopération avec l'Afrique.

## Le leadership de l'axe afro-européen

La présidence française de l'Union européenne à partir du 1er janvier 2022, sera une nouvelle occasion pour Emmanuel Macron de pousser un agenda africain. Ce dernier souhaite convaincre ses partenaires européens et africains d'adopter une nouvelle feuille de route euro-africaine. Celle-ci pourra en outre être discutée en février 2022 à Bruxelles, lors du Sommet des dirigeants Europe-Afrique.

« L'un de mes objectifs sous présidence française de l'Union européenne est d'essayer de rebâtir un traité de paix et d'amitié avec l'Afrique, où une des données sera comment les Européens donnent la capacité à la jeunesse africaine d'avoir des opportunités dans son continent », a plaidé Emmanuel Macron.

L'axe afro-européen serait un nouveau volet du plan d'Emmanuel Macron pour réinventer les relations avec l'Afrique. « C'est le combat d'une génération mais je pense qu'il est fondamental pour nous. L'Europe ne réussira pas si l'Afrique ne réussit pas », affirme le président français. Avec le départ d'Angela Merkel, la Chancelière allemande et dirigeante incontournable sur la scène européenne et internationale, l'Europe se cherche un nouveau leader. Réussir à bâtir un axe afro-européen permettrait ainsi

à Emmanuel Macron d'imposer non seulement son leadership en matière de politique africaine mais aussi en matière de politique européenne et internationale.

Pour imposer cet axe Afrique-Europe, Emmanuel Macron compte aussi sur le soutien d'un autre allié de poids: les Etats-Unis. En octobre 2021, à la veille de la rencontre informelle avec les chefs d'Etat africains, un Sommet bilatéral s'est tenu entre Emmanuel Macron et son homologue américain, Joe Biden.

Ce Sommet était l'occasion de réaffirmer leur détermination commune à renforcer la coopération bilatérale et transatlantique au service de la paix, de la sécurité en particulier en Afrique, dans la région du Sahel. Suite à ce Sommet, les États-Unis se sont engagés à mobiliser des ressources supplémentaires au Sahel pour soutenir les efforts de lutte contre le terrorisme menés par la France et les autres Etats européens.

Ce soutien des Etats-Unis à la politique africaine menée par Emmanuel Macron, s'est également remarqué en novembre dernier lors du Paris Peace Forum et lors de la Conférence internationale sur la Libye de Paris. Cette Conférence réunissait plusieurs chefs d'Etat et hauts représentants africains, européens dans la perspective des élections qui doivent se tenir en Libye le 24 décembre 2021. La présence de Kamala Harris, Vice-Présidente des Etats-Unis lors de la conférence était une marque du soutien affiché des Etats-Unis à l'égard de l'axe euro-africain défendu par Emmanuel Macron. La visite de Kamala Harris, première femme afro-descendante à occuper ce poste, était également un message de plus envoyé par Emmanuel Macron aux générations de diasporas africaines du monde et de France.

## Parler d'Afrique à la veille des présidentielles françaises de 2022

Lorsqu'Emmanuel Macron parle d'Afrique, il s'adresse également à une partie des citoyens et électeurs français. « Notre pays s'est construit dans ce rapport à l'Afrique. Nous avons près de 7 millions de Français dont la vie est intimement, familialement, de manière directe, en première ou en deuxième génération, liée à l'Afrique », déclare-t-il. Emmanuel Macron compte sur ces binationaux ou afro-descendants pour soutenir

sa nouvelle stratégie en direction de l'Afrique et plus largement son programme pour la France.

Cependant, à la veille des élections présidentielles françaises de 2022, parler d'Afrique en France semble se limiter à la prédominance des sujets liés à l'immigration ou à la sécurité.

Des candidats de gauche aux élections présidentielles, comme Yannick Jadot, candidat Europe Ecologie les Verts ou Anne Hidalgo, candidate du Parti socialiste, mettent en avant une vision positive de l'immigration mais elle est très peu visible et audible. Les diasporas africaines restent dubitatives quant à la sincérité de cette vision car elles gardent en mémoire l'abandon de la promesse d'un droit de vote des étrangers aux élections locales sous le quinquennat de l'ancien président et candidat de la gauche, François Hollande.

La polémique autour de la suspension des transferts d'argent des immigrés africains vers leurs pays d'origine lancée par les déclarations d'Arnaud Montebourg, candidat à l'élection présidentielle et ancien ministre de François Hollande, est une autre séquence qui renforce la perplexité à l'égard des candidats issus des partis de gauche.

La proposition de limiter le droit du sol, formulée par Valérie Pécresse, candidate de droite, du parti Les Républicains relève aussi de cette vision restreinte de l'immigration dans le débat politique français.

La décision du gouvernement français de réduire de moitié le quota des visas à délivrer aux ressortissants des pays du Maghreb, tels que le Maroc ou l'Algérie, témoignent de cette difficulté d'aborder l'Afrique et ses diasporas autre que sous l'angle migratoire.

Mais Emmanuel Macron compte sur une stratégie du en même temps pour équilibrer son discours entre « restriction » et en même temps « valorisation » de l'immigration.

L'entrée au Panthéon de Joséphine Baker, femme noire, icône afro-américaine, afro-descendante et militante contre le racisme aux côtés de Martin Luther King, est pour Emmanuel Macron une nouvelle opportunité d'envoyer des messages aux diasporas africaines et de rectifier le tir suite à ses annonces anti-immigration.

Un « je vous ai compris » transmis aux diasporas africaines qui demandent de la part de l'Etat français la reconnaissance de l'apport positif de l'immigration. « Ma France, c'est Joséphine (Baker) ! », clame Emmanuel Macron lors de la cérémonie d'entrée au Panthéon de Joséphine Baker. Une affirmation pour mettre en avant son modèle d'universalisme et d'intégration positive. Une ode au combat pour le multiculturalisme mené par Joséphine Baker pour tordre le cou aux visions négatives de l'immigration prônées par ses adversaires politiques d'extrême droite, tels que Marine Le Pen ou encore Éric Zemmour.

A quelques mois de la fin du mandat d'Emmanuel Macron, nous pouvons déjà dresser un bilan de sa politique africaine. En analysant ses actions, initiatives et discours, nul ne peut nier qu'il a tenté de créer quelque chose de nouveau ou de communiquer une autre vision des relations entre la France et l'Afrique. A présent, la question du fond, de la continuité et de la durabilité de cette stratégie de politique africaine se pose.

La réponse est en partie liée au contexte géopolitique africain dans sa globalité mais aussi au vainqueur des prochaines élections présidentielles françaises de 2022 et de son programme en matière de politique africaine.

## Références :

- <https://Sommetafriquefrance.org/>
- <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/11/28/discours-demmanuel-macron-a-luniversite-de-ouagadougou>
- <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/11/16/macron/>
- <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2021/11/12/declaration-de-la-conference-internationale-de-paris-pour-la-libye>
- <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2021/11/30/josephine-baker-entre-au-pantheon>

## À propos de l'auteur, Patricia AHANDA

Patricia AHANDA est consultante et experte sur les questions de politique, communication, leadership et inclusion. Diplômée en Sciences Politiques, Géopolitique, Droit et Communication, Patricia AHANDA a travaillé au sein de différents cabinets ministériels en France, notamment aux ministères de l'Economie et des Finances, des Affaires sociales et de la Santé. De 2014 à 2020, elle est élue Maire-adjointe en charge du développement du digital, de la lutte contre la fracture numérique, de la formation, de l'insertion professionnelle en région parisienne dans la ville de Champigny-sur-Marne. Patricia AHANDA est fondatrice de Lydexperience, un cabinet de conseil et de formation. Engagée et experte sur les questions de leadership féminin, elle développe plusieurs initiatives. En 2020, elle devient jeune chercheuse au sein de l'UNESCO dans le cadre du programme YAR et mène des travaux de recherche sur la question de l'impact du Covid-19 sur l'éducation, le cadre de vie des jeunes et la transition digitale. Patricia AHANDA a reçu plusieurs distinctions internationales pour ses parcours et engagement, elle a été désignée : - Atlantic Dialogues Emerging Leaders 2018 - Most Influential People of African Descent catégorie Politique 2019 - Forbes Under 30 Summit Fellow - World Bank Youth Summit Fellow - Meeting Russia Alumni, Globsec Young Leader 2021, German Marshall Fund Next Generation Leader 2021, Tatra Summit Young Professional 2021.

## À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

[Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



### Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,  
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)

